

Service ICPE
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 18/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARNAY ENERGIE SAS

Lieu-dit : Marnay
18300 Feux

Références : -
Code AIOT : 0010009405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement MARNAY ENERGIE SAS implanté Lieu-dit : Marnay 18300 Feux. L'inspection a été annoncée le 11/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite, l'inspection a notamment examiné les installations de stockage des digestats liquides et solides.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARNAY ENERGIE SAS
- Lieu-dit : Marnay 18300 Feux
- Code AIOT : 0010009405

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MARNAY ENERGIE bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 15 mars 2023 au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :- 2781-1-b : Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production¹. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires^b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j (99 t/j);- 2781-2-b : Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production². Méthanisation d'autres déchets non dangereux^b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j (99 t/j);- 2910-B-1 : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes^B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (2,6 MW).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	rejets atmosphériques - VLE	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	rejets atmosphériques - programme de contrôle	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.2	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	stockages déportés de digestats - transferts de digestats	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	stockages déportés de digestats - rétentions	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
9	stockages déportés de digestats - remplissage et vidange	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	stockages déportés de digestats - consignes et formation	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	Stockage in situ du digestat - dimensionnement	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	Stockage in situ du digestat liquide en lagunes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Injection d'air dans le biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	stockages	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	déportés de digestats liquides - implantation	du 15/03/2023, article 1.5.3		
11	stockages déportés de digestats - intrusion	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3	/	Sans objet
12	stockages déportés de digestats - odeurs	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3	/	Sans objet
15	Stockage in situ du digestat solide en silo	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Injection d'air dans le biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H₂S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p>
Constats : <p>Constat de la visite d'inspection précédente du 07/12/2023 : les tests mensuels du fonctionnement du clapet anti-retour (dans l'entonnoir d'alimentation de la conduite d'air)</p>

mentionnés dans les consignes liées à la désulfuration ne sont pas prévus dans le plan de maintenance préventive.

Par courrier du 29/01/2024 de réponse au constat, l'exploitant a transmis la fiche FR005 de test mensuel de fuite du clapet anti-retour complétée le 08/01/2024.

Par courriel du 18/10/2024, l'exploitant transmet la fiche complétée chaque mois de janvier à août 2024. Aucune fuite n'a été constatée.

Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 07/12/2023 est soldé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36

Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre.

[...]

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 07/12/2023 : l'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions n'est pas assurée. L'exploitant doit justifier que les travaux de réparation des fuites identifiées dans le rapport du 07/07/2023 établi par la société CH4 PROCESS ont été effectués. L'exploitant doit notamment transmettre le rapport du contrôle des fuites programmé en janvier 2024.

Par courrier du 29/01/2024 de réponse au constat, l'exploitant a transmis un plan d'actions mis à jour qui révèle que deux défauts restent à corriger en mars et mai 2024. L'exploitant précise que

le- prochain contrôle sera effectué en mars 2024.

Par courriel du 18/10/2024, l'exploitant fournit le rapport final de détection fuite biogaz du 30/04/2024 par la société CH4 PROCESS.

7 points générateurs d'une fuite de biogaz ont été détectés sur les installations dont un défaut déjà détecté en 2023 (module de mélanges).

L'exploitant déclare avoir établi un plan d'actions suite à ce rapport et précise que les fuites détectées sur le digesteur vont nécessiter des travaux plus conséquents qu'initialement prévus avec une incidence sur l'exploitation de l'unité.

Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 07/12/2023 est maintenu.

Constat : L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions n'est pas assurée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30

Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

[...]

III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10^{-7} mètres par seconde.

- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

[...]

VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.

Constats :

Constat de la visite d'inspection précédente du 07/12/2023 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats de caractérisation de l'étanchéité du sol assurant la rétention, dont les dimensions sont à justifier, et présentera le planning de réalisation des travaux de mise en conformité.

Par courrier du 26/02/2024 de réponse au constat, l'exploitant a transmis les résultats de caractérisation de l'étanchéité du sol assurant la rétention. Il programme des travaux d'imperméabilisation de la rétention échelonnés en 4 tranches entre 2025 et 2031, dans les délais prévus par les dispositions susvisées.

Par courriel du 18/10/2024, l'exploitant transmet le bon de commande du 10/10/2024 des travaux de réfection du merlon assurant la rétention au coin est du site. L'exploitant transmet également

un plan d'étude du volume de rétention (3 000 m³).

L'exploitant déclare que les travaux n'ont pas débuté mais qu'ils devraient être effectués d'ici la fin de l'année 2024 (sur une durée de quinze jours).

Sur le terrain, l'inspection constate l'affaissement du merlon à l'est du site et son absence de prolongement (au nord-est) du côté des alvéoles de stockage du digestat solide et des matières entrantes.

Constat : Une capacité de rétention suffisante de tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, n'est pas assurée du fait d'un merlon insuffisamment dimensionné en parties nord-est et est du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : rejets atmosphériques - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, rejets air

Prescription contrôlée :

Combustibles autorisés :

- biogaz issu de la méthanisation ;
- gaz naturel liquéfié (dans la limite de 15%).

Mise en service de l'installation : octobre 2014.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.

Valeurs limites d'émissions du moteur (alimentation en biogaz seul) jusqu'au 31 décembre 2029
[tableau non reproduit]

Valeurs limites d'émissions du moteur (alimentation en biogaz couplé à du gaz naturel liquéfié)

La valeur limite d'émission est déterminée dans les conditions définies par l'article 65 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A titre d'exemple, pour une puissance thermique fournie par le biogaz représentant 85 % de la puissance thermique fournie totale et pour une puissance thermique fournie par le gaz naturel liquéfié de 15 % de la puissance thermique fournie totale, les valeurs limites d'émission du moteur sont les suivantes :

[tableau non reproduit]

[...]

Constats :

Document consulté :

- Rapport du 20/07/2023 des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 03/07/2023 par la société APAVE.

Les résultats révèlent un dépassement de la valeur limite sur le paramètre NOx : concentration maximale de 277 mg/ Nm³ supérieure à la VLE de 190 mg/Nm³.

Aucun dépassement de VLE n'est relevé sur les autres paramètres.

L'exploitant confirme que seul le biogaz est utilisé comme combustible (le projet de stockage de gaz naturel est en sommeil).

Il précise qu'une opération de maintenance a été effectuée sur le moteur (remplacement du bloc moteur et de la génératrice notamment) suite à ces résultats.

Constat : La valeur limite d'émission des rejets atmosphériques du moteur de cogénération alimenté en biogaz n'est pas respectée pour le paramètre NOx.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : rejets atmosphériques - programme de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, rejets air

Prescription contrôlée :

[...]

Programme de contrôle

La mesure des rejets atmosphériques est réalisée une fois tous les ans pour les paramètres et polluants suivants :

SO₂, NO_x, CO, HAP, formaldéhydes, métaux :

- Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés ;
- Somme cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) ;
- Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés ;
- Plomb (Pb) et ses composés ; • Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium(V), zinc (Zn) et leurs composés.

Un contrôle des rejets atmosphériques sur les paramètres cités ci-dessus est réalisé :

- dans les quatre mois suivant l'arrêté d'enregistrement ;
- dans les quatre mois suivant la mise en œuvre de la combustion de gaz naturel.

L'exploitant réalise une estimation journalière des rejets en SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

Les mesures de polluants seront réalisées par un organisme agréé et conformément à l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Constats :

Documents consultés :

- Rapport du 20/07/2023 des mesures des rejets atmosphériques réalisées le 03/07/2023 par la société APAVE ;
- Offre commerciale du 14/10/2024 par APAVE pour un contrôle des rejets atmosphériques ;
- Bon de commande signé par l'exploitant le 15/10/2024 ;
- Courrier du 18/10/2024 de la société APAVE fixant le prochain contrôle le 23/01/2025 ;
- Tableau de l'exploitant recensant l'estimation journalière des rejets en SO₂ en septembre 2024.

Tous les paramètres susvisés ont été analysés en juillet 2023 par le laboratoire EUROFINIS (missionné par APAVE) qui dispose de l'accréditation COFRAC n°1-6925.

Aucune mesure n'a été réalisée depuis plus de 12 mois.

L'exploitant indique que le contrôle réglementaire a été reporté dans l'attente de la réalisation des travaux mentionnés au point de contrôle précédent et que l'organisme n'est pas en mesure d'intervenir d'ici la fin de l'année 2024.

L'inspection relève que l'estimation des rejets en SO₂ n'est pas indiquée entre le 19 et le 25/09/2024 alors que du biogaz a été produit.

L'exploitant n'est pas en mesure de l'expliquer.

Constat : La fréquence annuelle de contrôle des rejets atmosphériques n'est pas respectée. L'estimation des rejets en SO₂ n'a pas été réalisée à fréquence journalière entre le 19 et le 25/09/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : stockages déportés de digestats liquides - implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, digestats

Prescription contrôlée :

Caractéristiques des stockages déportés :

Les installations de stockage temporaire des digestats liquides, en dehors du périmètre de l'unité de méthanisation, ont les caractéristiques suivantes :

- citernes souples étanches et fermés en PVC, d'une capacité unitaire de 1 700 m³,
- commune de Lugny-Champagne : 2 citernes sur la parcelle cadastrée Section OA, N° 252.

Mise à disposition des terrains :

La société MARNAY ENERGIE conclut un contrat de mise à disposition des terrains d'implantation des installations de stockage avec chaque propriétaire de parcelle concernée.

Le contrat stipule que le personnel de la société MARNAY ENERGIE a libre accès aux terrains, et a la maîtrise de l'exploitation des installations de stockage de digestats.

[..]

Constats :

Document consulté :

- Contra de location d'un terrain nu sous condition suspensive signé le 12/05/2016 par le bailleur de la parcelle 252 à Lugny-Champagne et l'exploitant (le preneur).

Le contrat prévoit le libre accès du preneur par un chemin empierré.

Sur le terrain, l'inspection constate la présence de deux citernes souples implantées sur une parcelle clôturée accessible par un chemin agricole.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : stockages déportés de digestats - transferts de digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, digestats

Prescription contrôlée :

[...]

Gestion des transferts de digestats

La société MARNAY ENERGIE met en place pour chaque installation de stockage une organisation permettant d'enregistrer et de justifier tous les transferts de digestats expédiés depuis l'unité de méthanisation.

Pour chaque transport de digestats, l'exploitant établit une fiche de transfert qui comporte a minima les informations suivantes : date de transfert ; quantité de digestats transférée ; identité de la personne représentant la société MARNAY ENERGIE ; identité de la personne assurant le transport ; émargements.

Pour chaque installation de stockage, toutes les fiches de transferts remplies sont archivées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre peut contenir toute autre information pertinente, à l'initiative de la société MARNAY ENERGIE.

L'exploitant met en place une gestion des mouvements de digestats pour le remplissage des citernes de stockage en provenance de l'unité de méthanisation et de vidange pour épandage.

Il connaît en permanence les quantités réellement présentes dans chaque citerne.

[..]

Constats :

Document consulté :

- Registre des sorties des déchets en 2021.

Ce registre recense les quantités de digestats expédiés depuis l'unité de méthanisation en 2021.

Toutefois, le registre ne permet pas de connaître les transferts (entrées et sorties) de digestats

dans chaque installation de stockage, notamment les deux citernes déportées.

L'exploitant déclare qu'aucun transfert de digestats n'a été effectué depuis 2021 et qu'il estime le taux de remplissage des citernes à 30%.

L'exploitant déclare qu'avant toute reprise des transferts de digestat liquide, il prévoit de procéder à une opération de vidange complète des deux citernes afin d'être en capacité de suivre rigoureusement l'évolution du volume stocké dans chaque citerne.

Constat : L'exploitant ne dispose pas d'un registre des transferts de digestats des deux citernes déportées et ne connaît pas les quantités réellement présentes dans chaque citerne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : stockages déportés de digestats - rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, digestats

Prescription contrôlée :

[...]

Prévention des risques de pollution accidentelle

Les citernes souples de stockage sont positionnées dans une rétention, équipée d'une membrane étanche et résistante à l'action des produits qui peuvent être épandus.

Le volume de rétention est dimensionné pour pouvoir contenir toute fuite accidentel de digestats. Ce volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La société MARNAY ENERGIE vérifie périodiquement le bon état et l'étanchéité des citernes souples de stockage et des membranes des rétentions. Une consigne d'exploitation est établie sur ce point, et portée à la connaissance du personnel.

Les vérifications sont consignées dans un registre prévu à cet effet.

La rétention est en permanence vide de tout liquide (digestats, eau de pluie,...).

Les rétentions des citernes souples sont conçues pour permettre l'accès du personnel dans la rétention afin de connecter les tuyaux de remplissage ou de vidange des digestats, et de manoeuvrer les vannes, sans qu'il n'y ait de dégradation de la membrane d'étanchéité lié aux passages répétés.

[..]

Constats :

Documents consultés :

- Dossier de porter à connaissance du 13/03/2018 ;
- Procédure de contrôle d'intégrité des stockages de digestats du 16/01/2024 ;
- Rapport de vérification intégrité stockage du 03/10/2024 des deux poches de digestat liquide.

Dans le dossier précité, l'exploitant a justifié du dimensionnement suffisant des deux rétentions dans lesquelles les citernes sont disposées.

Le rapport de contrôle susvisé signale la présence d'eau en fond de rétention. Il préconise un pompage de l'eau. L'exploitant déclare que le pompage a été réalisé suite à ce contrôle.

Sur le terrain, l'inspection constate la présence d'eau au fond des rétentions des deux citernes.

L'exploitant ne disposant pas de la clé du portail d'accès lors de la visite, l'inspection n'est pas en mesure d'examiner l'état des citernes et des équipements.

Constat : Le fond des rétentions des deux citernes comporte de l'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : stockages déportés de digestats - remplissage et vidange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, digestats

Prescription contrôlée :

[...]

Avant chaque opération de remplissage ou de vidange des digestats, un contrôle visuel du bon état des tuyaux utilisés est réalisé.

La zone où stationnent les tracteurs lors des opérations de remplissage ou de vidange des digestats, est constituée de matériaux stabilisés.

Lors des opérations de remplissage ou de vidange des digestats, un opérateur est présent en permanence pour permettre de stopper immédiatement le pompage en cas de rupture d'un raccord ou d'un tuyau, et limiter l'écoulement accidentel de digestats.

[..]

Constats :

Documents consultés :

- Dossier de porter à connaissance du 13/03/2018 ;
- Protocole de sécurité pour les opérations de chargement/déchargement ;
- Procédure remplissage/vidange des citernes souples du 08/01/2024.

Le protocole mentionne l'obligation faite au transporteur de se présenter au personnel de MARNAY ENERGIE. Il comporte un plan d'accès aux citernes ainsi que quelques consignes spécifiques.

Toutefois, ni le protocole ni la procédure ne mentionnent l'obligation d'un contrôle visuel du bon état des tuyaux utilisés avant chaque opération.

Dans le dossier susvisé, l'exploitant justifie que l'aire de stationnement des tracteurs, située entre les deux citernes, dispose d'un revêtement stabilisé.

Sur le terrain, l'inspection constate qu'il est recouvert de terre enherbée.

Aucune opération de transfert n'est en cours lors de la visite.

Constat :La procédure est incomplète en termes de contrôle visuel préalable du bon état des tuyaux utilisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : stockages déportés de digestats - consignes et formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, digestats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les opérations de remplissage et de vidange des citernes souples font l'objet d'une consigne d'exploitation affichée au niveau des installations de stockage.</p> <p>Les personnes amenées à procéder à ces opérations sont formées au préalable. [..]</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protocole de sécurité pour les opérations de chargement/déchargement ; - Procédure remplissage/vidange des citernes souples du 08/01/2024. <p>L'exploitant explique que le protocole et la procédure sont portés à la connaissance de son unique prestataire VALMAT. Il n'est pas en mesure de justifier qu'une formation est dispensée au personnel de cette société.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate qu'aucune consigne n'est affichée.</p> <p>Constat : Aucune consigne d'exploitation n'est affichée au niveau des citernes de stockage déportées. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les opérateurs assurant le remplissage et la vidange des deux citernes déportées de digestat liquide ont suivi une formation préalable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : stockages déportés de digestats - intrusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, digestats
Prescription contrôlée : [...] Prévention des risques d'intrusion et de malveillance : Les installations de stockage sont entourées d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres. Les portails d'accès sont de même hauteur que la clôture. Ils sont maintenus fermés à clés en dehors de la présence de personnes. [..
Constats : Sur le terrain, l'inspection constate que les installations sont ceinturées d'une clôture d'au moins 2 m de hauteur qui dispose d'un portail d'accès verrouillé. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : stockages déportés de digestats - odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, digestats
Prescription contrôlée : [...] Prévention des nuisances environnementales : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que les installations de stockage et les conditions d'exploitation, ne soient pas à l'origine d'émissions d'odeurs dans le voisinage. Les mesures mises en place portent en particulier sur les opérations de remplissage des citernes ou de vidange des digestats.
Constats : Documents consultés :

- Trame du registre plainte odeur du 09/01/2023 ;
- Procédure remplissage/vidange des citernes souples du 08/01/2024.

L'exploitant déclare ne pas avoir connaissance de plainte.

Sur le terrain, l'inspection ne constate aucune odeur particulière depuis la clôture entourant les citernes déportées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stockage in situ du digestat - dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34

Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux

Prescription contrôlée :

Stockage du digestat

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.

La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.

[...]

Constats :

Documents consultés :

- Courriel de l'exploitant du 18/10/2024;
- Synoptique du process ;
- Procédure de gestion des volumes de gardes des lagunes du 16/01/2024.

L'exploitant explique que les installations de stockage du digestats sont les suivantes :

- 1 bassin à géomembrane de 5 000 m³ sur site pour le digestat liquide,
- 1 bassin à géomembrane de 8 000 m³ sur site pour le digestat liquide,
- 2 citernes souples déportées à Lugny-Champagne de capacité unitaire de 1 700 m³ pour le digestat liquide,
- 1 silo bétonné de 590 m² (1 740 m³) pour le digestat solide.

La quantité de digestat produite par an est estimée à 29 793 m³ de digestat liquide et 2 242 tonnes de digestat solide, permettant d'obtenir une autonomie de stockage de 6,6 mois pour le digestat liquide et 9 mois pour le digestat solide.

Les périodes sans possibilité d'épandage s'étendent de fin septembre à début février, soit moins de 5 mois.

L'inspection relève que le calcul qui permet à l'exploitant de conclure que la garde des lagunes est suffisante prend en compte des précipitations décennales.

La doctrine régionale est de considérer une pluviométrie trentennale.

L'inspection note également que le calcul du volume de garde n'est pas assez détaillé au regard de la géométrie des lagunes.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du dimensionnement suffisant du volume de garde des deux lagunes au regard de leur géométrie.

L'inspection demande à ce que l'exploitant fasse également le calcul détaillé du volume de garde minimal des deux lagunes en considérant une pluviométrie trentennale et propose, le cas échéant, des mesures adéquates.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Stockage in situ du digestat liquide en lagunes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34

Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux

Prescription contrôlée :

[...]

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs

de contrôle de l'étanchéité.

Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.

Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, les stockages non couverts doivent, au 1er janvier 2022, faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35.

Constats :

Documents consultés :

- Procédure de contrôle intégrité des stockages digestats du 16/01/2024 ;
- Rapport de vérification intégrité stockage du 15/10/2024.

Le rapport susvisé porte sur les deux lagunes in situ. Il ne signale pas d'anomalie.

Sur le terrain, l'inspection constate que les deux lagunes sont dotées d'une couverture flottante dénommée « Hexa-Cover ».

L'exploitant indique que ce dispositif a été installé récemment et que les préconisations de l'INERIS ont été prises en compte.

L'inspection constate également que la clôture ceinturant les deux lagunes présentent des défauts (possibilité de passage sous la clôture, liaisons du grillage à l'aide de corde) qui compromettent la sécurisation de l'accès aux lagunes.

Lors de la visite, une odeur particulière est seulement ressentie au niveau de la canalisation de déversement en cours du digestat dans la grande lagune.

Constat : Les deux lagunes ne sont pas entourées d'une clôture de sécurité totalement efficace.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Stockage in situ du digestat solide en silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.</p> <p>[...] Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, l'inspection constate que le digestat solide est stocké dans un silo bétonné (en forme d'alvéole) au nord-est du site. Le digestat est recouvert par une bâche. Aucune odeur particulière n'est ressentie depuis l'entrée de l'alvéole.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite